

Arrêtez de tirer sur l'ambulance!

Médecins, soignants, patients: nouvelles cibles de guerre

Dans un pays réputé pour sa neutralité et sa tempérance politique, qu'est-ce qui motive une faculté de médecine, une école de santé et un hôpital universitaire à s'allier à des humanitaires et réaffirmer les principes et les valeurs éthiques fondatrices des professions médicales?

Qu'on ne se méprenne pas : il ne s'agit pas de corporatisme. Dans l'ambulance dont nous parlons, il y a certes des professionnels de santé, mais ils sont là pour secourir les victimes, bien souvent civiles, des conflits. Et l'idée de les protéger ne date pas d'hier: la 1^{re} convention de Genève, initiée par Henry Dunant, le fondateur de la Croix-Rouge, a été signée en 1864. Ratifiée par 12 Etats de l'Europe du milieu du XIX^e siècle, son article 1 énonçait: «les ambulances et les hôpitaux militaires seront reconnus neutres, et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants...». En 150 ans, le droit international humanitaire a certes évolué, mais pour ce qui concerne les soins aux blessés, le principe de base est resté le même: en période de guerre, l'accès aux soins des victimes doit être garanti par les parties en conflit et les professionnels de santé doivent pouvoir les soigner, de quelque camp qu'elles proviennent et en toute indépendance. Ce qui a changé depuis Dunant, c'est que la majorité des victimes de conflits sont des civils et non plus des militaires, et qu'elles se retrouvent souvent prises en otage, malgré elles, dans les «théâtres d'opérations».

L'actualité récente l'a brutalement remis en lumière. Il semble bien que les fondements de base de la médecine que sont l'impartialité et la bienveillance, soient de plus en plus souvent mis à mal au milieu des conflits actuels. Car non seulement les victimes se voient dénier l'accès aux soins, mais elles sont torturées, achevées dans les hôpitaux. Et non seulement les soignants se voient refuser d'accéder aux victimes, mais, traqués, arrêtés, tués, ils deviennent eux mêmes des cibles de guerre.

La Faculté de médecine de l'Université de Genève, la Haute Ecole de Santé de Genève et les Hôpitaux Universitaires de Genève, de longue date fortement impliqués en médecine internationale et humanitaire, s'engagent, à côté du CICR et de MSF. Il s'agit de rappeler qu'en situation de conflit, la médecine ne peut pas, ne doit pas, être une arme de guerre, que nous voulons exercer nos métiers de soignants de manière impartiale, en toute indépendance, selon un code de conduite que nous avons appris sur les bancs de la faculté : l'éthique médicale, et que notre place est aux côtés des patients, auxquels nous devons apporter les soins qu'ils requièrent. Il faut donc empêcher qu'on tire sur les ambulances.

Ces propos, prononcés dans un amphithéâtre de la Faculté de médecine, relèvent de l'évidence: tous les jours, nous nous efforçons de mettre ces valeurs en pratique et de les transmettre aux jeunes générations, dans les amphithéâtres et dans les unités de soins où nous travaillons. Mais tous les jours aussi, dans des ailleurs pas si lointains, des patients meurent de la guerre, faute de soins et des confrères travaillent dans la clandestinité, au péril de leur vie, pour les soigner. Dans la ville natale d'Henry Dunant, nous ne les oublions pas.

